

REPUBLIQUE DU CAMEROUN

Paix – Travail – Patrie

MINISTERE DES FORETS
ET DE LA FAUNE

REPUBLIC OF CAMEROON

Peace – Work – Fatherland

MINISTRY OF FORESTRY
AND WILDLIFE

AVIS DE CONSULTATION N° 0174/AC/MINFOF/CIPM/ 2024 DU _____
RELATIF A LA FOURNITURE D'UNE CONNEXION INTERNET REDONDANTE A
HAUT DEBIT AU SIEGE DU PROJET SIGIF 2 A NKOLBISSON.
« en procédure d'urgence »

1. Objet de la Demande de Cotation

Le Ministre des Forêts et de la Faune lance un Avis de Consultation pour une Demande de Cotation en vue de la fourniture d'une connexion internet redondante à haut débit au siège du projet SIGIF 2 à Nkolbisson.

2. Consistance des prestations

Les prestations comprennent notamment la fourniture des équipements et la mise en œuvre d'une connexion redondante à haute débit pour le SIGIF 2.

3. Participation et origine

La participation à la présente Demande de Cotation est ouverte aux prestataires exerçants dans le secteur concerné et répondant aux critères de qualification indiqués dans le présent Dossier de Demande de Cotation.

4. Financement

Les prestations objet de la présente Demande de Cotation sont financées par le Budget du Fonds Spécial de Développement Forestier de l'exercice 2024.

5. Mode de soumission

Le mode de soumission retenu pour cette Demande de Cotation est *hors ligne*.

6. Consultation du dossier de Demande de Cotation

Le dossier physique peut être consulté gratuitement au Service des Marchés du MINFOF (sis au 8ème étage de l'immeuble ministériel n° 2, porte 807) dès publication du présent avis.

Il peut également être consulté en ligne sur le site internet de l'ARMP (www.armp.cm)

7. Acquisition du dossier de Demande de Cotation

La version physique du dossier peut être obtenu au Service des Marchés du MINFOF (sis au 8ème étage de l'immeuble ministériel n° 2, porte 807), contre présentation d'une quittance de versement au Trésor Public de la somme non remboursable de trente mille (30 000) Francs CFA.

Il est également possible d'obtenir la version électronique du dossier de Demande de Cotation (DC) par téléchargement gratuit sur la plateforme PRIDESOFT disponible aux adresses sus-indiquées pour la version électronique.

8. Coût prévisionnel

Le coût prévisionnel de l'opération à l'issue des études préalables est de 14 432 340,75 (Quatorze millions quatre cent trente-deux mille trois cent quarante virgule soixante-quinze) FCFA TTC.

9. Cautionnement de soumission

Chaque soumissionnaire doit joindre à ses pièces administratives un cautionnement de soumission, acquitté à la main, délivré par un organisme ou une institution financière agréée par le Ministre chargé des finances pour émettre les cautions dans le domaines des marchés publics dont la liste figure dans la pièce 10 du DDC dont le montant s'élève à deux cent quatre-vingt mille (280 000) FCFA; *il est au plus égal à 2% du coût prévisionnel toutes taxes comprises (TTC) de la Lettre commande conformément à l'Arrêté en vigueur*] et valable jusqu'à trente (30) jours au-delà de la date initiale de validité des offres. L'absence de la caution de soumission délivrée par une banque de premier ordre ou un organisme financier de première catégorie autorisé par le Ministère chargé des Finances à émettre des cautions dans le cadre des marchés publics, entraînera le rejet pur et simple de l'offre. Une caution de soumission produite mais n'ayant aucun rapport avec la consultation concernée est considérée comme absente. La caution de soumission présentée par un soumissionnaire au cours de la séance d'ouverture des plis est irrecevable.

10. Remise des Cotations

Les offres rédigées en français ou en anglais, en sept (07) exemplaires dont un (01) original et six (06) copies marquées comme tel, seront déposées sous pli fermé, au plus tard le 18/09/2024 à 12 heures au Service des Marchés (sis au 8ème étage de l'immeuble ministériel n° 2, porte 807), sous enveloppe cachetée, adressée au Maître d'Ouvrage avec la mention :

**« AVIS DE CONSULTATION N° 017/VAC/MINFOF/CIPM/2024 DU 06 AOUT 2024
RELATIF A LA FOURNITURE D'UNE CONNEXION INTERNET REDONDANTE A HAUT
DEBIT AU SIEGE DU PROJET SIGIF 2 A NKOLBISSON
« A n'ouvrir qu'en séance de dépouillement »**

11. Ouverture des plis

Les offres rédigées en français ou en anglais en huit (08) exemplaires dont un (01) original et sept (07) copies marquées comme tel, seront dépouillées au plus tard le 18/09/2024 à 13 heures par la Commission Interne de Passation des Marchés du Ministère des Forêts et de la Faune, dans la salle de conférences dudit ministère, porte 635, en présence des soumissionnaires ou de leurs représentants dûment mandatés

Seuls les soumissionnaires peuvent assister à cette séance d'ouverture ou s'y faire représenter par une personne de leur choix dûment mandatée.

Sous peine de rejet, les pièces du dossier administratif requises doivent être produites en originaux ou en copies certifiées conformes par le service émetteur ou autorité administrative compétente, conformément aux stipulations du Règlement Particulier de la Cotation. Elles doivent dater de moins de trois (03) mois ou avoir été établies postérieurement à la date de signature de l'avis de Cotation.

En cas d'absence ou de non-conformité d'une pièce du dossier administratif lors de l'ouverture des plis, après un délai de 48 heure accordé par la Commission, l'offre sera rejetée.

12. Recevabilité des Cotations

Les pièces administratives, la cotation technique et la cotation financière doivent être placées dans des enveloppes différentes séparées et remises sous plis scellé.

Seront irrecevables par le Maître d'Ouvrage :

- Les plis portant les indications sur l'identité du soumissionnaire ;
- Les plis parvenus postérieurement aux dates et heures limites de dépôt ;
- Les plis non-conformes au mode de soumission.
- les plis sans indication de l'identité de la Demande de Cotation ;

- Le non-respect du nombre d'exemplaires indiqué dans la DC ou offre uniquement en copies ;

Toute offre incomplète conformément aux prescriptions de la DC sera déclarée irrecevable. Notamment l'absence de la caution de soumission délivrée par un organisme ou une institution financière agréée par le Ministre en charge des finances pour émettre les cautions dans le domaine des marchés publics ou le non- respect des modèles des pièces de la DC, entraînera le rejet pur et simple de la cotation sans aucun recours. Une caution de soumission produite mais n'ayant aucun rapport avec la consultation concernée est considérée comme absente. La caution de soumission présentée par un soumissionnaire au cours de la séance d'ouverture des plis est irrecevable.

13. Critères d'évaluations

13.1-Critères éliminatoires

Il s'agit notamment :

- de la non-production dans un délai de 48h après l'ouverture des plis, d'une pièce du dossier administratif jugée non conforme ou absente autre que la caution de soumission ;
- de l'absence du cautionnement de soumission ;
- des fausses déclarations, les manœuvres frauduleuses ou la falsification de pièces ;
- de la non satisfaction d'au moins six (06) sur huit (08) des critères essentiels ;
- de l'absence de la déclaration sur l'honneur de non abandon de l'exécution d'une prestation au cours des trois dernières années ;
- de l'absence d'un prix unitaire quantifié dans la cotation ;
- de l'absence d'un élément de l'offre financière (la soumission, les BPU, le DQE) ;
- de la non-conformité du modèle de soumission ;
- de l'absence de prospectus accompagné des fiches techniques du fabricant ;
- de l'absence de la charte d'intégrité datée et signée ;
- de l'absence d'un agrément délivré par l'Agence de Régulation des Télécommunications (ART), d'installateur des équipements et infrastructures de communications électroniques ;
- de fournir une double liaison (par fibre optique en principale et une liaison de secours par Faisceaux Hertiens) ;
- de l'absence de l'une des certifications suivantes :
 - ✓ Certification « ITIL foundation »
 - ✓ Certification « ITIL service design »
 - ✓ Certification « ISO/IEC 27001 »
 - ✓

13.2-Critères essentiels

Les critères essentiels à la qualification des soumissionnaires porteront sur :

- la présentation de l'offre ;
 - les expériences du soumissionnaire : Réalisation d'au moins quatre (04) marchés ou lettres-commandes des prestations similaires ou assimilées au cours de ces trois dernières années (2021-2022-2023), avec pour éléments justificatifs suivants : copies premières et dernières pages du Marché et/ou Lettre-Commande enregistré, assorti du PV de réception signé sans réserve ;
 - les Agréments/Produits et services offerts/capacités matérielles/Méthodologie. Le soumissionnaire devra disposer d'un Network Opérations Center, d'un lien monitoring ;
 - la proposition d'une méthodologie notamment la technologie utilisée, la capacité de la bande passante en voie descendante et en voie montante, un planning et délai de réalisation inférieur ou égal à cinq (05) jours pour les travaux de configuration des réseaux et une garantie sur le service ;
 - les moyens de connexion des locaux au central du fournisseur d'accès Internet ;
 - la capacité de la maintenance du réseau ;
 - le service après-vente :
- a) l'attestation et durée de la garantie ;

- b) la disponibilité générale et fiabilité du service ;
- c) le diagramme de l'interconnexion (peering) du fournisseur ;
- d) le planning et délai d'exécution ;
- la capacité financière au moins égale à dix millions (10 000 000) FCFA.

Le système de notation des offres par attribution des points est proscrit au profit du mode binaire (oui ou non).

14. Délai prévisionnel d'exécution

Le délai maximum prévu par le Maître d'Ouvrage pour la réalisation des prestations objet de la présente Demande de Cotation est de soixante (60) jours calendaires. Ce délai court à compter de la date de notification de l'ordre de service de commencer les prestations.

15. Tranches/Allotissement

Les travaux sont subdivisés en un lot unique.

16. Attribution

Le Maître d'Ouvrage attribuera la Lettre-Commande au soumissionnaire ayant présenté une offre remplissant les critères de qualification technique et financière requises et dont l'offre est évaluée la moins-disante en incluant le cas échéant les remises proposées.

17. Durée de validité des Cotations

Les soumissionnaires restent engagés par leurs Cotations pendant quatre-vingt-dix (90) jours à partir de la date limite fixée pour la remise des Cotations.

18. Renseignements complémentaires

Les renseignements complémentaires peuvent être obtenus aux heures ouvrables au Service des Marchés (sis au 8ème étage de l'immeuble ministériel n° 2, porte 807).

19. Lutte contre la corruption et les mauvaises pratiques

Pour toute dénonciation pour des pratiques, faits ou actes, tentative de corruption ou faits de mauvaises pratiques, bien vouloir appeler la CONAC au numéro 1517, l'Autorité chargée des Marchés Publics (MINMAP) SMS ou appel aux numéros suivants : (+237) 673 20 57 25 et 699 37 07 48.

Yaoundé le 10.05.2024

LE MINISTRE DES FORETS ET DE LA FAUNE



Jules Doret NDONGO

Copies :

- Autorité chargée des Marchés Publics (MINMAP)
- ARMP
- Président CIPM/MINFOF
- Affichage-chrono (pour information/publication)

REPUBLIQUE DU CAMEROUN

Paix – Travail – Patrie

MINISTERE DES FORETS
ET DE LA FAUNE

REPUBLIC OF CAMEROON

Peace – Work – Fatherland

MINISTRY OF FORESTRY
AND WILDLIFE

CONSULTATION NOTICE No. _____/AC/MINFOF/CIPM/ 2024 DU _____ TO
SUPPLY A REDUNDANT HIGH-SPEED INTERNET CONNECTION TO THE
SIGIF 2 PROJECT HEADQUARTERS IN NKOLBISSON.
“in Emergency procedure”

1. Purpose of the Request for Quotation

The Minister of Forestry and Wildlife hereby launches a Request for Quotation for the supply of a redundant high-speed internet connection to the SIGIF 2 project headquarters in Nkolbisson.

2. Scope of services

The services include the supply of equipment and implementation of a redundant high-speed connection for SIGIF 2.

3. Participation and origin

Participation in this Request for Quotation is open to service providers operating in the sector concerned and meeting the qualification criteria set out in this Request for Quotation.

4. Funding

The services subject to this Request for Quotation are funded by the budget of the Special Forestry Development Fund for the 2024 financial year.

5. Submission method

The submission method chosen for this Request for Quotation is *offline*.

6. Consultation of the Request for Quotation file

The physical file may be consulted free of charge at MINFOF's Procurement Service, Room 807, 8th Floor, Government Building No. 2, upon publication of this notice.
It may also be consulted online through ARMP website (www.armacm)

7. Withdrawal of the Request for Quotation file

The physical version of the file may be withdrawn from MINFOF's Procurement Service, Room 807, 8th floor, Government Building No.2 upon publication of this notice by presenting the original receipt, proof of payment of a non-refundable sum of CFA F 30,000 (thirty hundred thousand) to the Public Treasury.

It is also possible to obtain the electronic version of the Request for Quotation (RFQ) file by downloading it free of charge from the PRIDESOFT platform available at the addresses indicated above for the electronic version.

8. Estimated cost

The estimated cost of the project following the preliminary studies stands at CFAF 14,432,340.75 (Fourteen million four hundred and thirty-two thousand three hundred and forty point seventy-five) including VAT.

9. Bid bond

Bidders shall include in their administrative documents a bid bond, paid at the counter, issued by a body or financial institution approved by the Minister of Finance to issue bonds in the field of public contracts, the list of which appears in Exhibit 10 of the DDC, whose amount stands at CFAF 280,000 (two hundred and eighty thousand); *it is at most equal to 2% of the provisional cost inclusive of all taxes (TTC) of the Letter Order in accordance with the Order in force and valid for up to thirty (30) days beyond the initial date of validity of the tenders.* Failure to provide a bid bond issued by a first class bank or financial institution authorised by the Ministry of Finance to issue bonds in connection with public contracts, the tender shall automatically be rejected. A bid bond that has been produced but has no connection with the consultation in question shall be considered null and void. A bid bond presented by a bidder during the bid opening session shall be rejected.

10. Submission of quotations

Each offer, drafted in English or French, in 7 (seven) copies, 1 (one) original and 6 (seven) copies, labelled as such, shall be submitted, against receipt, at the Ministry of Forestry and Wildlife, Department of General Affairs, Sub-Department of Budget and Material, Procurement Service, 8th floor, Room 807, Government Building No. 2, in a stamped envelope, addressed to the Contracting Authority:

***"NOTICE OF CONSULTATION No. 017/MAC/MIN/FOF/CIPM/2024 OF 06 AUGUST 2024
TO SUPPLY A REDUNDANT HIGH-SPEED INTERNET CONNECTION TO THE SIGIF 2
PROJECT HEADQUARTERS IN NKOLBISSON.
"To be opened only during the analysis session."***

11. Opening of bids

Each offer, drafted in English or French, in 7 (seven) copies, 1 (one) original and 6 (seven) copies, labelled as such, shall be submitted, against receipt, at the Ministry of Forestry and Wildlife, Department of General Affairs, Sub-Department of Budget and Material, Procurement Service, 8th floor, Room 635, Government Building No. 2, in the presence of bidders or their duly authorised representatives

Only bidders shall be allowed to take part in this opening session, or their representatives duly delegated by them and who have a good mastery of the file in question.

Under penalty of rejection, the required administrative documents shall be absolutely produced in original or certified true copies by the issuing service or competent authorities in accordance with the provisions of the Special Quotation Regulations. They must be dated less than 3 (three) months and must have been issued after the date of signature of the quotation notice.

In the event of a document in the administrative file is missing or does not comply with the specifications when the bids shall be opened, after a period of 48 hours allowed by the Commission, the bid shall be rejected.

12. Submission of quotations

The administrative documents, the technical quotation and the financial quotation shall be placed in separate envelopes and submitted in a sealed envelope.

The contracting authority shall not accept:

- Envelopes bearing indications of the bidder's identity;
- Applications received after the submission deadline;
- Applications that do not comply with the submission method.
- Envelopes not bearing indication of the Consultation Notice;

- Failure to comply with the number of copies indicated in the Consultation File or offer only in copies;

Any tender which is incomplete in accordance with the requirements of the Consultation File shall be declared inadmissible. Particularly, the absence of a bid bond issued by a body or financial institution approved by the Minister in charge of finance to issue bonds in the field of public contract or failure to comply with sample documents in the Consultation File, the quotation shall be automatically rejected without any recourse. A bid bond that has been produced but has no connection with the consultation in question shall be considered to be absent. A bid bond presented by a bidder during the bid opening session shall be rejected.

13. Evaluation criteria

13.1-Eliminatory criteria

They include namely:

- Failure to produce, within 48 hours of the opening of the bids, a document in the administrative file deemed non-compliant or missing, other than the bid bond;
- Omission of the bid bond;
- False declarations, fraudulent practices or falsification of documents;
- Failure to meet at least 6 out of 8 of the essential criteria;
- Absence of a declaration on honour that the service has not been abandoned during the last three years;
- Absence of a quantified unit price in the quotation;
- Absence of an element of the financial offer (tender, BPU, DQE);
- Non-conformity of the tender pattern;
- Absence of a prospectus accompanied by the manufacturer's technical data sheets;
- Absence of the dated and signed integrity charter;
- Absence of approval issued by the Telecommunication Regulatory Agency (ART), as an installer of electronic communications equipment and infrastructure;
- Supply of a dual link (main fibre optic link and a back-up microwave link);
- Absence of one of the following certifications:
 - ✓ "ITIL foundation" certification;
 - ✓ "ITIL service design" certification;
 - ✓ "ISO/IEC 27001" certification.

13.2-Eliminatory criteria

Essential criteria to qualify bidders shall be as follows:

- Presentation of the offer;
- Bidder's experience: Completion of at least 4 (four) contracts or jobbing orders for similar or assimilated services over the last three years (2021-2022-2023), with the following supporting documents: copies of the first and last pages of the registered contract and/or jobbing order, together with the acceptance report signed without reservation.
- Approvals/Products and services offered/Material capacity/Methodology. The bidder must have a Network Operations Centre and a monitoring link;
- Propose a methodology, particularly the technology used, the bandwidth capacity downstream and upstream, a schedule and lead time of less than or equal to 5 (five) days for network configuration work and a service guarantee;
- Means of connecting the premises to the ISP's exchange;
- Network maintenance capacity;
- Post-sale customer service;
- a) Guarantee certificate and duration of guarantee;
- b) General availability and reliability of service;
- c) Supplier's peering diagram;
- d) Planning and delivery deadline;

- Financial capacity of at least CFAF 10,000,000 (ten million).

The system for scoring bids by awarding points is outlawed in favour of the binary mode (yes or no).

14. Estimated completion period

The maximum period set by the Contracting Authority for executing the services covered by this Request for Quotation is sixty (60) days. This period runs from the date of notification of the service order to begin the services.

15. Sections/Allotment

Works are subdivided into a single lot.

16. Award

The Contracting Authority shall award the jobbing order to the bidder who has submitted a bid that meets the required technical and financial qualification criteria and whose bid is evaluated as the lowest, including any proposed discounts.

17. Period of validity of Quotations

Bidders shall be bound by their offers for ninety (90) days from the date of submission of their bids.

18. Additional information

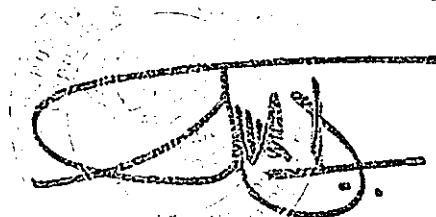
Additional information may be obtained during working hours from the Procurement Service, Room 807, 8th floor, Government Building No. 2.

19. Combatting corruption and unethical behaviour

If you wish to report any practices, facts or acts, attempted corruption or unethical behaviour, please call CONAC on 1517, the Authority in charge of Public Contracts (MINMAP) through SMS or call the following numbers: (+237) 673 20 57 25 and 699 37 07 48.

Yaounde, _____

MINISTER OF FORESTRY AND WILDLIFE



Jules Doret NDONGO

Copies:

- The Authority in charge of Public Contracts (MINMAP)
- ARMP
- MINFOF/CIPM Chairperson
- Notice Board - Records (For information/publication)